

Burundi : le directeur d'une radio privée maintenu en détention

@rib News, 04/02/2015 â€“ Source AFP La justice burundaise a ordonné mercredi le maintien en détention préventive du directeur de la radio locale RPA, en prison depuis plus de deux semaines pour "complicité d'assassinats" de trois religieuses italiennes, a annoncé un de ses avocats. Bob Rugurika, le directeur de la Radio publique africaine (RPA), avait été arrêté et écroué le 21 janvier puis incarcéré dans la prison de Muramvya (centre). Ses juges l'avaient en lundis et avaient 48 heures pour rendre leur décision.

Le tribunal de grande instance (TGI) de Bujumbura "vient de décider de maintenir le directeur de la RPA en détention préventive. C'est une décision injuste, qui nous d  sappoint normalement car elle vient confirmer encore une fois que le juge burundais n'est pas réellement indépendant", a déclaré Me Lambert Nigarura. La justice reproche au directeur de cette station la diffusion depuis plus de trois semaines des aveux d'un homme qui se présente comme l'un des assassins de trois religieuses italiennes de 75, 79 et 83 ans, tuées en septembre dernier à Kamenge, dans le nord de Bujumbura. Dans ces aveux, celui-ci met en cause de hauts responsables des services secrets burundais dans le triple homicide. Cette version prend le contre-pied de celle de la justice burundaise, qui avait arrêté un jeune homme dans le quartier de Kamenge peu après les faits. Celui-ci, qui passe pour un "déséquilibré mental", est accusé d'être le responsable de ce triple meurtre et a été écroué. Cette thèse n'a guère convaincu au Burundi, en raison notamment d'une présence massive de policiers sur les lieux du crime au moment de l'assassinat de la troisième religieuse. Le directeur de la RPA est poursuivi pour quatre chefs d'inculpation: complicité d'assassinat, manquement à la solidarité publique, violation du secret d'instruction et recel de malfaiteurs. Il risque jusqu'à 20 ans de prison. Selon son avocat, les juges ont estimé "que son maintien en détention peut servir à conserver les preuves et éviter que les clients ne se concertent frauduleusement". "C'est étonnant parce qu'il n'y a que deux inculpés jusqu'ici: notre client et le malade mental qui a été arrêté par la police. De qui veulent parler les juges? Est-ce à dire qu'ils croient ce que dit la radio RPA? De quelles preuves veulent-ils parler?", s'est interrogé l'avocat. La société civile et les médias burundais sont mobilisés dans une campagne pour la libération du journaliste. L'UE, les  tats-Unis et plusieurs organisations internationales des droits de l'homme demandent également sa remise en liberté. Vendredi, un haut responsable de l' glise catholique burundaise, très influent dans le petit pays d'Afrique des Grands Lacs, a à son tour demandé sa libération. "Sa détention continue ne semble être qu'une tentative flagrante de museler les médias" au Burundi, a réagi mercredi l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué. Le pouvoir burundais est accusé de restreindre l'espace politique et de chercher à museler les médias et la société civile, à moins de cinq mois d'une présidentielle cruciale au Burundi.